

# Les jeunes et la guerre

Dès la publication du résultat officiel du référendum, l'ensemble des analyses concordait sur le fait qu'une très large majorité des jeunes de moins de 30 ans avaient voté Non. Ce résultat – extrêmement embarrassant pour la majorité de la classe politique – a été très tôt minimisé par Charles Margue de l'ILReS qui, doublant pour une fois son métier de sondeur d'une activité de conseiller du gouvernement, n'y a vu que la preuve d'une ignorance profonde : les moins de 30 ans, trop jeunes pour avoir vécu eux-mêmes les conséquences directes de la Seconde Guerre mondiale, auraient avant tout besoin d'un cours de rattrapage en histoire européenne. Ces affirmations pour le moins contestables ont fait l'affaire de nombreux politiques qui, de manière presque stalinienne, ont à leur tour prôné la rééducation de la jeunesse par l'école publique. Le caractère autoritaire de cette réponse au vote des jeunes confirme l'importance du clivage entre les professionnels de la politique et la société civile. Loin de témoigner du dynamisme de la classe politique luxembourgeoise, les propositions simplistes des parlementaires dénotent avant tout leur incapacité à se détacher d'une mentalité de Guerre froide. Contrairement à ce qu'insinuent certains pédagogues autoproclamés, la jeunesse actuelle est bel et bien consciente des effets funestes de la guerre, même si les formes de celle-ci ont considérablement changé : pour un lycéen, un étudiant ou un jeune salarié, le mot guerre ne signifie pas la peur d'être attaqué par l'un de nos voisins européens, mais l'horreur d'être soi-même impliqué dans une guerre d'agression contre un autre pays. Les manifestations monstres des 15 février et 20 mars 2003 contre la guerre en Irak en constituent le témoignage le plus éclatant. En matière de guerre et de paix, les références d'aujourd'hui ne sont plus Stalingrad, El-Alamein ou Bastogne, mais Kaboul, Bagdad et Fallouja. Dans cette optique, il n'est guère surprenant que les jeunes aient préféré les arguments antimilitaristes des partisans du Non au discours suranné et souvent contradictoire des tenants du Oui. Les politiques luxembourgeois feraient bien d'en prendre acte.

**Michel Erpelding**